

INDONÉSIE

Le prix de la "stabilité"

Index AI : ASA 21/14/98

Amnesty International publie aujourd'hui un nouveau document qui porte sur la crise économique et politique que traverse actuellement l'Indonésie. Le rapport met en évidence les conséquences de la politique récente du gouvernement sur la situation des droits humains. À la veille de l'élection présidentielle de mars et alors qu'elles devaient faire face à la plus grave crise économique qu'ait traversée le pays depuis plusieurs décennies, les autorités se sont en effet montrées sans concession envers ceux qui voulaient exprimer, de manière pacifique ou violente, des opinions dissidentes ou leurs frustrations.

Alors que la libre expression de points de vue différents pourrait contribuer à soulager les tensions, les autorités ont arrêté des centaines de militants politiques pacifiques, et les forces de sécurité auraient, selon certaines informations, eu recours à une force excessive pour mettre fin aux émeutes qui ont éclaté dans tout le pays. Au moins cinq personnes auraient ainsi été tuées. Amnesty International est également préoccupée par le fait que le gouvernement n'a pas pris les mesures nécessaires pour protéger les Indonésiens d'origine chinoise qui sont pris pour cibles par la foule en colère.

Au niveau international, les gouvernements étrangers ont concentré leurs efforts sur le rétablissement de la stabilité économique, sans prêter réellement attention aux répercussions que la crise pouvait avoir dans le domaine des droits humains. L'Organisation considère qu'il est urgent que les interventions internationales portent également sur les droits fondamentaux de la population.

Le rapport fournit des informations précises sur les points suivants :

N la répression accrue de la liberté d'expression et d'association : environ 250 détracteurs pacifiques du gouvernement ont été arrêtés au cours des dernières semaines ; 140 d'entre eux sont toujours détenus ou risquent d'être inculpés d'infractions pénales pour avoir appelé le président Suharto à démissionner, pour avoir voulu se présenter comme candidats à l'élection, ou pour avoir critiqué la manière dont le gouvernement a géré la crise économique ;

N les préoccupations relatives aux droits humains dans le contexte de la répression des émeutes par les forces de sécurité dans tout le pays ;

N les attaques contre les Indonésiens d'origine chinoise |

Pour obtenir un exemplaire du rapport ou pour prendre rendez-vous pour un entretien, appelez : Kerry Brogan, Lucia Withers ou Annette Schlinghoff au : 44 171 413 5661 / 5658 / 5653